

La voix de l'opposition de gauche

Réflexion politique

29 mai 2011

Je n'ai pas eu le temps de figoler cet article qui n'était qu'une causerie au départ, je vous le livre tel quel bien que je n'en sois pas satisfait.

Comment comprendre ?

D'un côté, on nous explique que la situation sociale et politique actuelle que connaît le prolétariat et sa jeunesse serait le produit d'un consensus réalisé entre le parti de l'ordre (l'UMP) et les partis institutionnels se réclamant à tort ou à raison de la classe ouvrière (le PS et ses satellites), ainsi que le "*dialogue social*" institué pour ne pas dire institutionnalisé pour être plus précis entre le gouvernement et le patronat d'une part et les dirigeants syndicaux d'autre part, ce dispositif constituant à lui seul un obstacle à toute mobilisation et issue politique favorable aux aspirations de la classe ouvrière aurait pour objectif en dernière analyse d'assurer la survie du capitalisme et des institutions de la Ve République.

D'un autre côté, on nous explique exactement le contraire à la page 2 du n°150 d'*Informations ouvrières* :

"Le New deal, la nouvelle donne que les porte-parole du capital veulent voir instaurer, c'est la réalisation de l'union sacrée pour mettre en oeuvre les plans d'austérité, la politique de réduction des déficits publics, de destruction et la privatisation des services publics, au grand profit des patrons et des spéculateurs qui veulent accaparer l'ensemble de ces secteurs."

A notre connaissance, l'union sacrée existe déjà depuis belle lurette, en réalité les partis dits ouvriers qui ont été au pouvoir au cours des trois dernières décennies en France, en Espagne, en Italie, en Grèce, en Allemagne, au Portugal, en Grande-Bretagne, etc. ont tous poursuivi les politiques antisociales mises en oeuvre par leurs prédécesseurs, souvent en les aggravant, et à aucun moment les dirigeants des syndicats dans ces différents pays n'ont mis en oeuvre les moyens qui auraient permis de mobiliser les masses laborieuses pour s'opposer à l'application de ces politiques anti-ouvrières, jamais ces partis et ces syndicats n'ont rompu leurs relations (quand ils étaient dans « *l'opposition* ») avec les différents gouvernements, avec les institutions et le patronat, au contraire, chaque fois quand ils n'ont pas directement collaboré à la rédaction de nouvelles lois antisociales, liberticides ou répressives, ils ont accompagné leur mise en oeuvre, pire, ils s'en sont faits les porte-parole ou en ont créé eux-mêmes de nouvelles quand ils étaient au pouvoir.

On voudrait nous faire croire qu'il fut une époque où ces partis et dirigeants syndicaux se seraient opposés au capital et qu'ils s'y sont opposés de moins en moins au fil du temps pour en arriver à la situation actuelle où ils ne s'y opposeraient pratiquement plus, pour finir demain par mieux le soutenir ouvertement, avec pour conséquence de ne plus pouvoir s'y opposer dans l'avenir...

N'y aurait-il pas quelque chose qui ne collerait pas dans ces explications qu'on nous fournit ? Correspondent-elles à la réalité ou au contraire à l'analyse de leurs auteurs des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes qui tiennent finalement le même discours que leurs prédécesseurs depuis plus de 70 ans ?

Qui en réalité dans le passé s'est opposé au capital pour le faire reculer ou lui imposer des défaites (partielles ou temporaires) : les travailleurs organisés essentiellement ou les dirigeants des syndicats, les partis PS et PCF ?

Hier, dans les années 50-60, le capitalisme surexploitait et maintenait dans la misère des millions d'ouvriers et leurs familles, déjà ces partis dits ouvriers et les dirigeants syndicaux pratiquaient la même politique de subordination au capital, or à cette époque ceux qui nous tiennent aujourd'hui ce discours n'en étaient pas choqués outre mesure et semblaient même plutôt s'en accommoder au point de collaborer avec eux allant même jusqu'à soutenir leurs candidats lors des différentes élections ou gagner leurs galons au sein de ces syndicats en échange de leur loyauté envers leurs appareils. Ces millions de travailleurs, dont le triste sort

n'intéressait personne, seront les premiers à se détourner des partis ouvriers et des syndicats dont ils n'avaient rien à attendre. Ils seront rejoints ensuite par ceux qui seront victimes des restructurations et des délocalisations industrielles des années 70-80 (mines, sidérurgie, textile, habillement, électroménager, automobile, etc.).

Entre temps, depuis le début des années 70, pour accompagner la restructuration du capitalisme français imposée par l'évolution du capitalisme mondial, de plus en plus de femmes seront amenées à travailler pour des salaires souvent inférieurs de 50% à celui des hommes pour le plus grand bonheur des capitalistes et des féministes en cols blancs du boulevard Saint-Germain à Paris qui ne subiront pas cette discrimination, pour finalement aboutir à un chômage de masse sur fond de crise mondiale.

Les générations d'après-guerre qui arriveront à l'âge adulte dans les années 70-80 vivront mieux que les générations précédentes, à une condition cependant, que les hommes et les femmes qui disposent d'un travail et d'un maigre salaire vivent impérativement ensemble, car isolément ils ne vivraient pas mieux que leurs parents dans le passé, autrement dit le soi-disant progrès réalisé par la société entre 1945 et les années 70 a consisté à généraliser le travail des femmes, à doubler le niveau de l'exploitation pour finalement quoi, pouvoir acquérir un réfrigérateur, un téléviseur, une machine à laver le linge, une voiture, et accéder à certains loisirs...

On nous a vanté les mérites exceptionnels de ce qu'ils ont appelé les Trente glorieuses qui coïncidaient avec cette période pendant laquelle les conditions de vie de la classe ouvrière se seraient améliorées dans des proportions toutes aussi phénoménales, alors qu'en réalité l'élévation du niveau de vie par l'intermédiaire du travail des femmes (le cumul de deux salaires dans un couple) s'est largement réalisée au détriment de leur liberté, de la qualité de vie des couples ou des ménages et des rapports au sein des familles au point de ne plus pouvoir s'occuper de l'éducation de leurs enfants ou de les laisser livrés à eux-mêmes, quand ces familles n'ont pas éclaté rendant la vie des uns et des autres encore plus infernale ou les renvoyer à des conditions d'existence dignes de celles que leurs parents avaient vécu autrefois.

Un retour en arrière ou un aspect du « *progrès social* » en régime capitaliste rarement évoqué.

Le réfrigérateur a masqué le fait qu'on n'avait plus le temps de faire des courses tous les jours en produits frais ou de cuisiner ; le téléviseur a notamment masqué le fait qu'on n'avait plus le temps de passer chez le marchand de journaux et de lire le journal ; la machine à laver a masqué le fait qu'on n'avait plus le temps de laver le linge à la main, tâche rude, ingrate et répétitive certes ; la voiture indispensable parce qu'on n'avait plus le temps de se déplacer en vélo, de se rendre à la gare et de prendre le train ; quant aux multiples loisirs, ils se sont développés au détriment des rapports avec ses voisins ou ses proches, les veillées comme les bals de quartiers ont disparu par exemple... Mon propos ici n'est pas de dire qu'il faudrait revenir au garde-manger, au lavoir ou à la TSF d'autrefois, mais de démontrer que ce qui nous a été présenté comme un progrès n'a été possible que par la généralisation de la mise au travail des femmes au détriment de leur qualité de vie en général et celui du couple ou du ménage, à moins bien sûr que l'on considère leur double exploitation comme un progrès, je prétends qu'il était tout à fait envisageable de revendiquer un partage du travail entre les hommes et les femmes qui permette d'aboutir à un équilibre dans leurs rapports, de telle sorte qu'ils soient complémentaires et non en concurrence et puissent continuer d'élever normalement leurs enfants, etc. ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

Pourquoi les femmes ont-elles dû aller travailler ? La plupart du temps parce qu'une famille ne pouvait pas vivre décemment avec un seul salaire, exactement comme de nos jours. Mais si à cette époque le salaire de l'homme ou de la femme ne permettait pas de faire vivre un couple ou un ménage avec un ou des enfants, il était facile de déterminer pourquoi, parce que les salaires étaient trop bas et le coût de la vie trop élevé pour joindre les deux bouts ou accéder à un mode de vie meilleur. Pourquoi syndicats et partis n'ont-ils pas fait des salaires une revendication prioritaire en refusant de mettre le doigt dans un engrenage infernal qui conduirait à la décomposition de tous les rapports dans la société, dont en premier lieu celui au sein des familles ? Était-il écrit quelque part que l'émancipation des femmes devrait passer obligatoirement par leur surexploitation ? Était-il écrit que la femme devrait troquer les chaînes qui la liaient souvent à son compagnon par des chaînes qui la lieraient encore plus solidement et jusqu'à sa mort au capitalisme ? Pourquoi demandions-nous syndicats et partis n'ont-ils pas fait de cette question une priorité absolue, parce qu'ils étaient déjà inféodés au capitalisme, et que cette voie a été dictée uniquement par les intérêts et l'évolution du capitalisme mondial auquel ils étaient soumis des pieds à la tête.

Pendant que la société subissait cette transformation, tout le monde n'était pas logé à la même enseigne, certaines couches assez nombreuses s'en tiraient mieux que d'autres et assuraient sur le plan politique la

stabilité du régime... Les couches supérieures du prolétariat ou l'aristocratie ouvrière, les fonctionnaires, les intellectuels, la petite-bourgeoisie s'en tiraient mieux que l'ouvrier en bâtiment ou l'ouvrier agricole par exemple qui vivaient misérablement avec un seul salaire. Des millions d'ouvriers ont déserté les syndicats (5 millions à la CGT en 1945-47), plus de 95% ont déserté les partis dits ouvriers (1 million d'adhérents au PC après-guerre) sans que ces syndicats et ces partis ne disparaissent 70 ans plus tard, en comparaison, toute autre entreprise aurait fait faillite et aurait disparu depuis longtemps après une telle hémorragie.

Les uns et les autres dorénavant financés et entretenus par l'Etat qu'ils sont censés combattre, ne représentent plus que les intérêts corporatistes de certaines catégories de salariés ou couches de la société, ils sont pour ainsi dire coupés ou étrangers à l'immense majorité des exploités.

Ce rappel rapide était nécessaire pour mieux comprendre la contradiction (apparente) que j'ai soulevée au départ de cette causerie et nous amène à la situation sociale actuelle.

Le capitalisme en proie à une nouvelle crise, après avoir réduit une partie importante du prolétariat à l'état d'indigence, à survivre à la limite de la misère ou carrément dans la misère et devant faire appel à la charité publique pour tenter d'assurer comme il peut le quotidien, ne peut pratiquement plus s'en prendre à cette couche de travailleurs, il doit s'en prendre successivement à toutes les couches intermédiaires ou supérieures de la classe ouvrière, aux fonctionnaires, or ce sont principalement ces derniers qui constituent aujourd'hui le fond de commerce des syndicats et de tous les partis ouvriers ou dits ouvriers, y compris le POI, le NPA et LO. On a vu qu'hier des couches entières de travailleurs abandonnés ou trahis par les dirigeants syndicats et les partis dits ouvriers, alors qu'ils étaient durement frappés par le capital, ont fini par s'en détourner.

A cette époque, il existait déjà une "union sacrée" des représentants du capital avec les représentants officiels du mouvement ouvrier, syndicats et partis. Aujourd'hui, on nous explique que les représentants du capital s'apprêteraient à mettre en oeuvre un "new deal" qui en réalité présente les mêmes caractéristiques, sauf que cette fois-ci ils entendent s'attaquer à toutes les couches de travailleurs sans exception, y compris les plus pauvres déjà sous perfusion ou subventionnés pour ne pas crever littéralement (chasse aux "faux" chômeurs, travail forcé des chômeurs au RSA, chasse aux bénéficiaires d'allocations sociales qui n'y auraient pas droit, etc.). Une fois mis au travail les hommes et les femmes, après que le cumul de deux salaires eut permis de vivre mieux qu'autrefois tout du moins sur le plan matériel, il s'agit pour eux maintenant de rogner sur ce surplus financier dont bénéficie la majorité de travailleurs qu'ils considèrent comme des privilégiés, pas les actionnaires du CAC 40 ou les banquiers puisqu'il s'agit au contraire de les engraisser un peu plus en faisant payer la dette de l'Etat aux travailleurs, dont ils tirent profit.

S'ils parvenaient à appliquer cette politique, non seulement les inégalités et les injustices continueraient de croître dans des proportions monstrueuses, comme aux Etats-Unis, mais cela se traduirait par un appauvrissement de l'ensemble des masses exploitées, sauf, et il ne faut pas commettre la même erreur qu'hier et l'ignorer, si elles acceptaient de nouveaux sacrifices qui coïncideraient avec un renforcement de l'exploitation et donc une détérioration de leur condition de vie et de travail, avec à la clé, face à la soumission des dirigeants syndicaux et des partis censés représenter la classe ouvrière refusant d'appeler à la mobilisation générale contre le gouvernement et le patronat, une nouvelle désaffection des syndicats et un rejet de ces partis, ce qui ne serait pas forcément à terme un gage de stabilité pour le régime ni un drame en soi comme on voudrait nous le faire croire, mais représenterait bien plutôt un danger extrême pour le régime en cas d'explosion sociale, car à ce stade ces dirigeants syndicaux et ces partis rejetés par les masses seraient incapables de jouer le rôle de remparts des institutions qu'ils ont toujours rempli dans le passé, on passerait d'une situation qui présente chaque jour un peu plus les symptômes d'une situation pré-révolutionnaire à une situation révolutionnaire quasi incontrôlable et aux conséquences imprévisibles...

Contrairement à ce qu'écrit D. Gluckstein dans son éditorial et qui semble ignorer que la classe et les masses se détournent massivement des partis dits ouvriers qui sont censés représenter leurs intérêts et qui sinon les trahiraient à la première occasion demain, ces partis (PS et ses satellites) contrairement aux syndicats n'ont rien à voir de près ou de loin avec « *une authentique représentation politique ouvrière indépendante* » qu'ils ne pourraient s'employer qu'à combattre au côté du parti de l'ordre pour faire passer la « *dictature des déficits publics* ».

Il termine ainsi : « *«Une vraie démocratie, maintenant.» Est-ce possible sans balayer les institutions de la Ve République et briser le carcan des déficits publics, de la dette, de l'Union européenne et du FMI ? Est-ce envisageable sans la convocation d'une authentique Assemblée constituante refondant de bas en haut la démocratie et prenant tous les moyens d'une politique répondant aux besoins vitaux du peuple ?* ».

Expliquez-nous, démontrez-nous comment une telle Assemblée pourrait se saisir de cet objectif alors que le facteur déterminant pour le mettre à son ordre du jour et orienter ses travaux dans cette direction n'existe pas, le parti ? Pourquoi ne pas mettre en avant cet argument qui au regard de l'expérience passée du mouvement ouvrier internationale balayerait toutes les objections ? Il serait rejeté, tous ces partis n'ont pas toujours été dégénérés, le vôtre aussi peut se décomposer et passer à l'ennemi. Mais alors pourquoi construisez-vous un parti ? Seriez-vous incapable de défendre votre propre parti ? Sur quoi repose votre stratégie, êtes-vous sérieux ou est-ce juste histoire de dire qu'il faut bien en proposer une ? On peut se poser la question.

Qui peut croire un seul instant qu'une Assemblée constituante en Tunisie (par exemple) où pourront être représentés une cinquantaine de partis, les conditions seront un jour réunies pour l'établissement d'une « *réelle démocratie* », qui ne pourra voir le jour tant que la classe des capitalisme demeurera la classe dominante et conservera le pouvoir à travers la place qu'elle occupe au sein des rapports de production ? Soit elle sera paralysée et réduites à l'impuissance dès le premier jour, elle ne pourra pas fonctionner et sera dissoute à un moment donné par un coup d'Etat militaire, soit elle fonctionnera comme une Assemblée nationale classique au service de la classe des capitalistes et finalement on s'apercevra que ce n'était pas la bonne voie... Comment pourrait-il en être autrement, c'est écrit d'avance.

Dans le cas de la Tunisie, dont le mouvement ouvrier n'a pas la même expérience de la lutte de classe qu'en France, on peut soutenir cette perspective mais sans aucune illusion, comme une étape intermédiaire sur la voie de la révolution socialiste. Dans le cas la France, c'est carrément une fausse piste, impardonnable, criminel. Qu'est-ce qui incarne le mieux en France ce « *new deal* », l'union nationale, sinon l'Assemblée constituante qui a sévit sous la IVe République et dont certains sont nostalgiques ?